



HAL
open science

La recherche sur les acteurs de la fabrication de la ville : coulisses et dévoilements

Véronique Biau

► **To cite this version:**

Véronique Biau. La recherche sur les acteurs de la fabrication de la ville : coulisses et dévoilements. Territoire en mouvement. Revue de Géographie et d'Aménagement, 2019, 43, 10.4000/tem.5175 . halshs-04312693

HAL Id: halshs-04312693

<https://shs.hal.science/halshs-04312693>

Submitted on 30 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Article pour *Territoire en mouvement* : numéro « Du visible et de l'invisible dans la fabrique de la ville et les études urbaines », 2018

La recherche sur les acteurs de la fabrication de la ville : coulisses et dévoilements

Véronique BIAU

Architecte-Urbaniste en chef de l'Etat, HdR
Laboratoire Espaces Travail (UMR Lavue, CNRS 7218)
Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette
144 avenue de Flandre, 75019 PARIS
veronique.biau@paris-lavillette.archi.fr

Dans le domaine des études urbaines, le déséquilibre est grand, en termes de quantité et de visibilité, entre les travaux qui portent sur les sociétés urbaines, leurs modes de vie, leurs pratiques, leur répartition dans l'espace ou encore leurs revendications, d'une part, et ceux qui portent sur les processus et les acteurs de la fabrication, la modification, la gestion du cadre matériel de ces pratiques, d'autre part. C'est le cas en France, et l'on pourrait attribuer cet état de fait à l'émergence assez tardive, dans les années 1970, de l'activité de recherche dans les Ecoles d'architecture ou peut-être à la mainmise des grands corps techniques de l'Etat sur la question de l'urbanisme et de l'aménagement. Mais, sous bénéfice d'inventaire, il semble que cette disparité soit observable aussi dans de nombreux pays étrangers. De la même façon, le citoyen est ordinairement assez peu informé des logiques à l'œuvre dans la fabrication des espaces de son quotidien, soit qu'il en trouve l'approche complexe et dissuasive, soit qu'il en ait été tenu à distance pour toutes sortes de raisons.

Ainsi donc, la production, la conception, la fabrication des espaces urbains - on reviendra sur les déplacements d'objet que reflètent ces nuances terminologiques -, se font-elles dans un certain registre d'invisibilité, « en coulisses », malgré l'impact déterminant qu'elles ont sur la vie urbaine.

Mais récemment se multiplient les indices que ce « rideau » entre les mondes professionnels et institutionnels de la fabrication de la ville et le monde académique serait en train de perdre un peu de son opacité. Cette évolution s'observe, avec plus ou moins de nuances, au sein de quatre processus qui structurent et conditionnent l'activité de recherche : 1) dans la redéfinition des politiques de la recherche incitative, des sources, des formes et des objectifs des financements de recherche, 2) dans les dynamiques internes au monde académique, 3) dans la définition des objets de recherche et de la hiérarchie de leur pertinence, 4) dans l'écho que peuvent avoir les productions de recherche hors du milieu académique, notamment chez les professionnels et décideurs politiques et institutionnels. Notre focale sera celle de la recherche architecturale, recherche sur l'architecture et les architectes, milieu que nous avons pu observer de l'intérieur.

Nous nous proposons, à travers cette grille d'analyse, de discuter de la recherche sur la fabrication de la ville pour faire la part de ce qui contribue à la confiner, à la réduire dans son contenu et sa portée d'une part, mais aussi de ce qui la réinscrit dans la recherche urbaine et lui redonne une audience et une utilité sociale au-delà du monde académique d'autre part.

1. Scènes et coulisses dans la recherche urbaine

Sans doute tous les objets de recherche déterminent-ils autant de « tout petits mondes », pour reprendre l'expression de David Lodge, et c'est ce qui rend intéressant de les situer dans leur « écosystème », d'identifier les porosités qu'ils entretiennent avec des champs voisins. L'analyse approfondie des emboîtements et juxtapositions du champ de la recherche sur la fabrication de la ville avec celui de la sociologie urbaine ou celui des études urbaines, est un exercice qui reste largement à faire. Mais la lecture croisée des propos tenus par Christian Topalov (2013) et Yves Grafmeyer (2012), tous deux témoins et acteurs centraux d'une cinquantaine d'années d'histoire de la sociologie urbaine, apporte un recul fort utile sur les objets et périmètres, très instables, qui constituent l'histoire de ces champs.

Les concepts de morphologie sociale et de morphologie spatiale ou urbaine sont consubstantiels d'une sociologie urbaine qui se définit comme l'analyse « des rapports d'interaction et de transformation qui existent entre les formes d'organisation de la société et les formes d'aménagement des villes »¹. Aux confins avec l'histoire, la géographie et l'urbanisme, Christian Topalov et Yves Grafmeyer définissent ce champ en l'arrimant à ses auteurs tutélaires : Maurice Halbwachs, Emile Durkheim ou Marcel Mauss d'une part, Lewis Mumford, Pierre Lavedan, Saverio Muratori d'autre part. Mais dans une rencontre entre enseignants-chercheurs de sciences humaines et sociales des écoles d'architecture, Daniel Pinson regrette quant à lui, une certaine désincarnation de la sociologie urbaine qui lui est contemporaine, son manque d'intérêt pour l'espace dans sa matérialité : « Je m'avancerai à dire qu'aujourd'hui le 'fait total' dont nous parlait Marcel Mauss a perdu, dans bien des approches de l'espace, cette dimension physique, concrète, qui, selon lui, est constitutive de son concept, à côté du social et du psychique. Et si l'anthropologie de la culture technique des années 1930-1950 a privilégié à l'excès cet aspect, il me semble que les travaux actuels l'ont relégué à une position excessivement subalterne, comme si le spatial, dans sa matérialité, ne constituait que le décor d'un jeu de rôles sociaux » (Pinson, 1996).

En effet, dans le paysage qu'il brosse de la sociologie urbaine française contemporaine, Yves Grafmeyer ne fait que peu appel à la forme urbaine dans sa spatialité et dans les processus qui lui donnent ses caractéristiques. Il identifie trois axes thématiques structurants : « la distribution et le mouvement des populations dans l'espace », « les pratiques et les attitudes des individus vivant en milieu urbain, les manières d'habiter et de cohabiter, les usages et représentations du logement, du quartier, de la ville... » et « les actions publiques ou privées qui prennent part à l'organisation de la ville, à son fonctionnement et à ses transformations ». Pour ce troisième domaine qui est celui qui nous intéresse ici, Christian Topalov est catégorique : « Les travaux sur la socio-économie de la production urbaine ont pratiquement disparu : les sociologues, qui avaient auparavant disputé ce terrain aux économistes, l'ont abandonné. La science économique, de son côté, s'intéresse à des formalisations de plus en plus abstraites et les économistes attentifs aux institutions et aux formes productives ont été marginalisés

¹ Selon l'expression de J.-P. Frey reprise par la définition de la sociologie urbaine dans Wikipédia.

au sein de leur propre discipline. Il n'y a donc plus guère de recherche en France sur la production de la ville d'aujourd'hui » (2013).

Les approches et les objets de la recherche urbaine sont, il est vrai, en constante redéfinition, notamment du fait de la grande proximité de ces problématiques avec les politiques publiques.

2. Flux et reflux de la recherche incitative par rapport à la production de la ville comme objet scientifique

À la fois aménageur, planificateur et bâtisseur, l'État est aussi pourvoyeur de crédits de recherche et joue un rôle central dans l'orientation et le développement des travaux de sciences sociales sur la ville.

Dans la période pionnière de l'immédiate Après-Deuxième guerre mondiale, la sociologie urbaine acquiert autour de Paul-Henry Chombart de Lauwe et de ses collaborateurs, d'Henri Lefebvre, de Raymond Ledrut ou encore d'Henri Coing une certaine assise institutionnelle, notamment en réponse à une demande publique de connaissance et de prévision sur le monde urbain. Puis, à la fin des années 1960, se développe un courant d'inspiration marxiste qui s'attache à mettre en évidence les déterminants économiques et politiques du phénomène urbain, les mécanismes de production et de division de l'espace des villes. Manuel Castells, Christian Topalov, Edmond Préteceille, Francis Godard et d'autres dénoncent les logiques des acteurs privés de la promotion immobilière, les carences de l'aménagement urbain moderne, s'intéressent à l'émergence de mouvements sociaux urbains ou de luttes urbaines.

La crise du marxisme, que Christian Topalov situe à la fin des années 1970 pour ce qui est des milieux intellectuels, à laquelle s'ajoute la crise de la planification (crise de la technostructure de l'Équipement, crise du centralisme d'État, crise des doctrines urbanistiques) modifie le rapport de proximité et d'antagonisme qui s'était établi entre les chercheurs et les administrations commanditaires de la recherche urbaine. La ligne de clivage entre une recherche au service des planificateurs et une recherche critique de l'urbanisme capitaliste s'efface : « Les sociologies urbaines qui voulaient se mettre au service de la planification comme celles qui voulaient en faire une critique radicale se trouvèrent les unes et les autres au même moment orphelines des interlocuteurs qui leur permettaient d'exister : les planificateurs » (Topalov, 2013). Les questions traitées passent alors de la production de la ville aux usages qu'en font les habitants, des contradictions sociétales aux rapports sociaux localisés, aux sociabilités, aux réseaux d'acteurs, aux manières d'habiter et de cohabiter. Le « problème des banlieues » et la politique de la ville prennent le dessus dès le milieu des années 1980.

Le Plan Urbanisme Construction et Architecture (PUCA) des années 1990², notamment autour des figures de Michel Bonnet, de Danièle Valabrègue, de Bernard Haumont ou de Robert Prost, continue à porter la thématique de la conception des espaces architecturaux et urbains. Il est important de noter que cette période est celle où une grande continuité s'instaure entre les réflexions à l'échelle de la parcelle et de l'édifice et celles à l'échelle du quartier, de la ville. Les notions de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage, tellement structurantes de l'analyse des systèmes d'acteurs « à la française » prennent place dans les mondes professionnels comme dans ceux de la recherche dans le sillage de la loi MOP (loi sur la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) de 1985 et de ses décrets d'application de 1992 et 1993. Ces deux notions se déclinent dans les deux registres :

² Le PUCA naît en 1998 de la fusion des anciens Plan Construction et Architecture et Plan Urbain.

maîtrise d'œuvre architecturale et urbaine, maîtrise d'ouvrage bâtiment et maîtrise d'ouvrage urbaine. Initié par le PUCA en partenariat avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), le programme pluriannuel Euroconception, programme européen de recherche sur la conception architecturale, urbanistique et constructive, a proposé quatre séminaires internationaux entre 1996 et 2000 sur les acteurs, les commandes et les pratiques du projet architectural et urbain. Chacun de ces séminaires a donné lieu à un ouvrage collectif. A sa clôture, ce programme a suscité le désir de continuer à capitaliser sur ces thématiques ; la création du réseau RAMAU (sur les activités et métiers de l'architecture et de l'urbanisme), créé en 1998 sous le double parrainage du PUCA et du Bureau de la Recherche Architecturale et Urbaine du Ministère de la Culture, a pris ce relais à travers ses publications (les Cahiers Ramau), ses journées d'études et colloques comme son site web (ramau.archi.fr).

Avec la réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche, et plus précisément avec la forte concentration des crédits de recherche au sein du budget de l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) créée en 2005, les dynamiques de recherche sont passées à une échelle plus globale, qui n'a pas favorisé le développement de ce champ : les appels d'offres, très ouverts, ont privilégié des approches dont les enjeux étaient plus immédiatement lisibles : la question du développement durable a, par exemple, drainé des crédits importants vers des recherches de plus en plus technico-instrumentales. Il a pu être constaté aussi que les statuts et les trajectoires des personnels des équipes de recherche intéressées par ces questions, majoritairement situées dans les Ecoles Nationales Supérieures d'Architecture, peu orthodoxes par rapport aux critères d'évaluation en vigueur à l'ANR, les ont placés en concurrence défavorable par rapport aux carrières scientifiques des chercheurs universitaires. Ainsi, pour reprendre l'expression de Christian Topalov, les chercheurs qui s'attachaient aux acteurs et aux processus du projet architectural et urbain se sont-ils trouvés, en effet, « orphelins » des interlocuteurs experts qui étaient les leurs dans les structures de recherche de leurs deux ministères de tutelle.

3. Objets et enjeux des mondes académiques de la recherche sur la fabrication de la ville

C'est au tournant des années 2000 que la terminologie générique de désignation de ce champ de recherche évolue : alors que les années 1980 et 1990 juxtaposaient les travaux sur les politiques et les modalités de production architecturales et urbaines d'une part et ceux qui se revendiquaient d'une problématique de la conception architecturale et du projet urbain d'autre part, est arrivée la notion de « fabrication ». C'est ainsi que l'éditeur Parenthèses suggère de désigner l'ouvrage collectif qui paraît à l'issue du programme de recherche du PUCA intitulé quant à lui « Activités d'experts et relations inter-professionnelles » (Biau et Tapie éd., *La fabrication de la ville ; métiers et organisations*, 2009). Puis les termes de « fabrique » et « fabrication » se déploient dans de nombreux intitulés, manière peut-être d'insister sur la tangibilité des objets issus de cette « production » spécifique, mais aussi de remettre dans leur contexte socio-économique les activités de « conception » déployées dans le projet architectural ou urbain. Quand, en 2008, Jean-Louis Subileau et Guillaume Hébert créent leur société de conseil en aménagement, ils la nomment *Une fabrique de la ville* ; les Universités d'été de l'architecture quant à elles intitulent leur session 2017 « Utiles » et mettent en regard deux thèmes : « Transformons nos métiers » et « Comment fabriquer la ville ? ». Avec cette définition de son objet, la recherche sur la fabrication de la ville affirme une certaine pluridisciplinarité : y contribuent politistes, économistes, géographes, sociologues, urbanistes, architectes, paysagistes etc.

Dominique Lorrain, économiste et politiste dont les travaux, depuis 1972, portent sur l'action publique urbaine, transmet ainsi les enseignements qu'il tire de quelques quarante ans de recherche³. Ceux-ci tiennent en quatre points : « 1) pour comprendre les transformations des villes il faut tenir à égalité les politiques publiques, les grandes firmes et les marchés ; 2) si l'action volontaire et rationnelle pèse pour une part, il faut donner toute leur place aux actions non intentionnelles, aux processus diffus de long terme, aux poids des routines contenues dans des institutions et pour les saisir il faut prendre en compte la dimension matérielle de ce qui encadre l'action : la ville comme espace construit ou les institutions ; 3) dans un monde globalisé les échanges fonctionnent désormais dans les deux sens – des pays industriels vers les émergents et dans le sens inverse -, les firmes jouent un rôle dans ces processus d'apprentissage et d'hybridation qui modifient les modèles nationaux de départ ; 4) malgré une énorme accumulation de travaux sur la ville depuis les années 1970, les sciences sociales urbaines peinent à sortir des monographies situées pour produire des résultats à portée générale ».

La recherche sur la ville en train de se faire serait ainsi tendue entre un niveau macro-, celui des politiques publiques, des politiques du logement, des formes de gouvernance, des grandes dynamiques socio-économiques d'une part et un niveau micro- qui développerait une connaissance des projets urbains, des figures de la conception architecturale et urbaine, des situations dans lesquelles des associations citoyennes s'impliquent dans le débat urbain, etc. d'autre part. Cette lecture de la ville et de l'architecture soit par le « haut » (les notables, les décideurs locaux, les politiques urbaines), soit par le « bas » (les situations locales, les acteurs isolés, les non-initiés), oblitère pour partie le niveau méso- des corps intermédiaires, des organisations et des groupes professionnels dans la position d'interface et le rôle de traduction qui sont les leurs.

Il est vrai que des travaux comme ceux de Dominique Lorrain, justement, ou d'Elisabeth Campagnac dans les années 1990 (Lorrain 1992 et 1995 ; Campagnac, 1992 ; Lorrain, Campagnac et Bezançon, 2002) ont bien mis en évidence une caractéristique de l'urbanisme de la fin du 20^{ème} siècle : la montée en puissance du milieu des grands opérateurs technico-économiques et bancaires du bâtiment dans des formes de gouvernance d'inspiration très néo-libérale. Leur constat incite à penser que la recherche a d'une certaine manière épuisé la thématique de la relation maîtrise d'œuvre - maîtrise d'ouvrage et devrait maintenant s'attacher aux enjeux déterminants : la manière dont les deux parties de ce binôme sont transformées par les logiques économiques imposées par le contexte. Sur ces questions, le monde académique va alors devoir dresser l'état des compétences scientifiques disponibles pour produire la connaissance économique, juridique, gestionnaire sur les nouvelles problématiques urbaines. Il aura aussi très rapidement à se forger une position éthique par rapport aux sollicitations des grands groupes du BTP et de leurs services de recherche-développement, parties prenantes des systèmes d'acteurs et de plus en plus aussi financeurs ou co-financeurs d'actions de recherche.

Les établissements et les filières de formation participent de cette réflexion sur la manière dont bougent les lignes entre monde académique et mondes professionnels. Il peut s'agir, comme l'annonce Hesam Université, de « Professionnaliser les académiques [et d'] académiser les professionnels »⁴. Un

³ Extrait de sa page sur le site du laboratoire LATTs (<https://latts.fr/chercheur/dominique-lorrain/>). Dominique Lorrain est directeur de recherches émérite au LATTs et auteur de nombreux ouvrages et articles sur les services urbains, le gouvernement des villes, les firmes urbaines, etc.

⁴ Extrait de la page de présentation de la Comue Hesam Université (<http://www.hesam.eu/blog/qui-sommes-nous/>)

certain nombre de cercles de réflexion sur la pédagogie se constituent en effet, que ce soit pour revoir les formations à la lumière des mutations que connaissent les métiers et que divers référentiels tentent d'objectiver (Cohen et Devisme, 2018), ou que ce soit pour faire le point sur les nouveaux enjeux de l'enseignement dans des contextes politiques et économiques locaux et internationaux en pleine mutation⁵, ou encore pour remédier à la carence de l'enseignement actuel par rapport aux compétences de négociation, de coordination ou de simple écoute de l'autre⁶.

4. Les acteurs de la fabrication de la ville comme objets de la recherche architecturale

La fabrication de la ville a ses scènes médiatiques : la livraison d'un édifice remarquable, les grands concours, les débats autour des options liées à la conception d'espaces urbains, ou encore les difficultés économiques ou sociales que rencontrent tel ou tel quartier. Toutes ces scènes prennent place par rapport à un système complexe et beaucoup moins partagé de savoirs, savoir-faire, intentions, attentes, contraintes qui donnent corps et sens au projet architectural et urbain et aux politiques s'appliquant à la gestion des espaces habités. Sans doute pour une part du fait de la multi-dimensionnalité de ces processus prenant place en coulisses (Biau, 2012), la sociologie éprouve-t-elle une certaine difficulté à appréhender l'architecture et l'urbanisme comme objets scientifiques. Elle y voit tout à la fois un support de pratiques, en rapport avec les structures familiales, les modèles culturels, l'organisation du travail ou les problématiques de distinction sociale ; une production à lourd enjeu politico-économique ; une production culturelle ; un produit relevant de processus de fabrication complexes (de nombreux travaux des années 1980 établissaient des parallèles avec l'industrie automobile, ...); une unité de production urbaine, ouvrant aux analyses typomorphologiques,

Dans le regard qu'elle porte sur les architectes, par exemple, la sociologie ou plutôt les sociologies multiplient les facettes d'observation, facettes plus ou moins propices à des comparaisons, à des montées en généralité, contributions à la sociologie des professions, des organisations, de l'art et des activités artistiques. Trois approches génériques se détachent :

- celle de la structuration du groupe professionnel entre l'Etat et le marché, problématique classique de la sociologie des professions, en particulier pour les professions réglementées, de même que leur statut de « corps intermédiaire » et leur revendication d'autonomie en matière de formation, de diplôme, de régulation de l'exercice professionnel. Depuis une vingtaine d'années, ces problématiques ont rencontré une recrudescence d'intérêt avec la montée du cadre européen : harmonisation des formations et reconnaissance des diplômes, port et protection du titre, détermination du montant des honoraires, protections partielles de l'exercice, ...

- celle des systèmes d'acteurs au sein desquels œuvrent les architectes : négociations et inter-professionnalités, surimposition des politiques publiques, normes et réglementations, organisation des activités, concurrences, coopérations, méthodes et techniques collaboratives pour la conception

⁵ Voir les activités du réseau francophone PAPIer (Pédagogie Architecture Paysage), qui fédère depuis 2013 des enseignants provenant d'établissements belges, canadiens et français ayant à cœur d'échanger sur leurs expériences pédagogiques (<https://reseaupapier.wordpress.com/>).

⁶ Le Réseau SUD-Pratiques et Pédagogies Coopératives, réseau scientifique et technique habilité par le Bureau de la Recherche Architecturale Urbaine et Paysagère du Ministère de la Culture vise, par exemple, à fournir un cadre d'échange aux enseignants des Ecoles Nationales Supérieures d'Architecture et de l'enseignement supérieur « qui engagent les étudiants sur des projets socialement utiles, considèrent les habitants comme des partenaires des projets, et s'attachent à une demande qui vient de la société civile ».

et le suivi de la réalisation. On trouve ici des travaux qui convoquent la sociologie des organisations et qui se rapprochent des problématiques de la sociologie urbaine et de la science politique sur la question de la prise de décision, du sens de l'action publique, etc.

- celle des identités professionnelles, des représentations que se font les architectes de leur activité, du sens qu'ils donnent à celle-ci. Prenant acte de la diversité des positionnements individuels, ces travaux conduisent souvent à des typologies qui distribuent les architectes selon les multiples critères qui les clivent : la catégorie de commande qu'ils traitent (publique ou privée, construction neuve ou réhabilitation, maîtrise d'ouvrage professionnelle ou occasionnelle), la forme de reconnaissance qu'ils briguent (la réussite économique des « architectes d'affaires », la reconnaissance symbolique des « architectes-artistes »), la professionnalité qu'ils revendiquent , etc.

Se dessinent alors d'une part une « sociologie pour » (pour les architectes, pour l'architecture) et une « socio-socio » venant ponctuellement ou plus durablement faire de l'architecture l'objet d'une « pensée par cas » destinée à une montée en généralité (Chadoin et Claude, 2010). Ces sociologies sont en outre très exposées, quelles que soient leurs distances par rapport à leur objet, à l'écueil de l'essentialisation : considérer l'architecte comme unique détenteur des valeurs et critères de la qualité architecturale, sur la base d'une opposition bâtiment / œuvre architecturale et d'une homogénéisation extrême de la catégorie « architectes », définir l'architecturalité d'un édifice comme la plus-value esthétique et émotionnelle apportée par l'architecte. Il y a là une circularité qui n'invite guère des sociologues « extérieurs » au milieu de l'architecture à venir y poser leur regard. On pourrait ainsi beaucoup apprendre d'une cartographie des sociologues qui se sont de cette façon trouvés plus ou moins momentanément en position de « passeurs » des observations et analyses conduites sur les architectes et l'architecture vers divers domaines de la sociologie. Sans doute y verrait-on une famille de trajectoires venant de, et retournant à, une sociologie de l'art (Raymonde Moulin, Nathalie Heinich, André Ducret, ...), une sociologie de l'innovation et des organisations industrielles (Michel Callon, Christophe Midler, Armand Hatchuel, Franck Aggeri), des trajectoires prenant leur origine dans la sociologie de l'éducation et du travail (Christian de Montlibert, François Aballéa) ou de la famille (François de Singly, Anne Gotman), etc.

Dans la contribution qu'apporte la recherche architecturale au champ de la recherche sur la fabrication de la ville, on note aussi des biais et des zones en friche. La recherche, dans ce domaine professionnel arrivé tardivement au sein du monde académique⁷ est, en effet, très empreinte des valeurs et représentations cardinales des architectes praticiens : on connaît mieux, par les travaux de recherche, les processus qui sont valorisés par la profession. On a davantage étudié la commande publique que la promotion privée ou la commande des particuliers ; on dispose de nombreux travaux sur les individus significatifs du « champ » et de très rares approches des mouvements collectifs, des enjeux de représentation collective de la profession, des négociations et concurrences à l'échelle du groupe professionnel ; on s'intéresse aux processus et acteurs de la conception et peu à ceux de la construction et de la gestion ; on peut rassembler un certain nombre de monographies d'édifices et de projets urbains considérés comme des œuvres majeures mais on reste dans une certaine ignorance de la fabrication de la ville ordinaire. Durant toute sa carrière, Jacques Allégret, – en travaillant sur les

⁷ Rappelons que les études d'architecture ne sont entrées dans le système LMD qu'en 2005 et que le statut d'enseignant-chercheur des Ecoles Nationales Supérieures d'Architecture est entré en vigueur, accompagné d'une reconnaissance des activités de recherche menées par les enseignants, au printemps 2018.

maîtres d'œuvre agréés, sur les architectes des CAUE ou ceux des services municipaux –, a tenté de remédier à ce biais (1985 a et b).

Mais surtout, la lecture des travaux de la sociologie des groupes professionnels tend à faire penser que les architectes s'effacent derrière les objets qu'ils produisent et derrière les enjeux propres à cette matérialité. Les travaux sur les professions juridiques, les métiers de la santé, les enseignants mettent en exergue la question de la définition du professionnalisme, de la relation au client, au patient ou à l'élève, de la formation et l'évaluation des compétences, de l'organisation et la division du travail, des négociations avec les pouvoirs publics, etc. Ces questions rattachent fortement la recherche aux intérêts des praticiens et de leurs organisations. La sociologie des architectes, qui de ce fait parmi d'autres ne prend qu'une faible part à la sociologie des groupes professionnels, ne se situe pas dans le même rapport avec la pratique : on ne trouve que peu d'intérêt pour ces questions dans les débats internes au groupe des architectes, du moins en France. L'objet architectural, la ville, la construction sont les principaux vecteurs des débats professionnels. Et si l'on peut constater la vigueur du débat sur la qualité, qui engage les praticiens sur une forme de réflexivité, celui-ci s'est longtemps centré sur les caractéristiques physiques de l'œuvre produite et ne s'attachait que peu au processus de sa fabrication, aux compétences qu'elle incorpore et aux rapports de coopération et de domination qui ont présidé aux choix opérés, par exemple. Ainsi, la qualité de l'œuvre masquait-elle largement la réflexion sur la professionnalité, le sens et les valeurs que l'architecte porte à son travail.

5. Un champ de recherche qui trouve un écho chez les professionnels et décideurs réflexifs

Dans une approche de la réflexivité en architecture, Jean-Louis Genard propose un panorama des formes de rationalité qui ont caractérisé la pensée architecturale par enchaînements et superpositions et associe aux années 1980-90, l'idée d'un « moment réfléchissant » (Genard, 2009). On voit là un écho aux pratiques « prudentielles » évoquées par Florent Champy en référence à Aristote, qui se définiraient par l'impossibilité d'appliquer une réponse routinière et rationnelle à un problème donné (Champy, 2009). A l'observation de la situation américaine, Judith Blau constate l'éloignement croissant de l'architecture par rapport aux sciences sociales alors que l'architecte doit travailler dans l'incertitude et avec les contraintes de contextes sociaux urbains de plus en plus tendus et qui lui échappent (Blau, 1991). La formule est sans doute galvaudée mais elle campe les enjeux : « L'architecture est le plus social des arts et la plus artistique des professions. En tant qu'art, elle a l'obligation d'imaginer un monde futur ; comme profession, elle se doit d'agir dans le sens de l'intérêt public » (Dovey et Dickson, 2002 cités par Jones, 2011: 294).

Le travail de l'architecte est marqué par la singularité et la complexité des cas à traiter, obligeant à progresser par hypothèses et conjectures d'une part (ce qui renvoie aux concepts de risque, d'incertitude, etc.) et contiendrait d'autre part une composante délibérative sur les finalités de l'action et la hiérarchie entre celles-ci. Selon Jean-Louis Genard, le « moment réfléchissant » donne une acuité toute particulière aux disciplines qui interrogent le sens de l'action, la question du projet, l'esthétique. Et il se traduit de manière très visible par une invention méthodologique, recourant par exemple à des formes d'intelligence poétique ou associative, à un pluralisme d'outils (la photo, la vidéo, le son), à l'ouverture d'espaces d'écoute manifestant une plus grande hybridation entre spécialistes et usagers, et questionnant cette délimitation-même. Tout cela conduit à l'extension du registre des pratiques des architectes, mais aussi à des coopérations fréquentes et multiples avec des acteurs non-architectes.

Dans ce contexte, et dans le milieu fragmenté et hétérogène que constituent les architectes, l'intérêt pour les productions de recherche est le fait de certaines fractions plus que d'autres et au service d'objectifs qui ne sont pas toujours partagés. La mobilisation des catégories du monde académique et des résultats de la recherche à l'échelle des architectes pris individuellement est un vaste sujet sur lequel il faudrait pouvoir mener des enquêtes approfondies. Quoiqu'il en soit, la sociologie qualitative et quantitative est régulièrement mobilisée par le Ministère de la Culture, tutelle de la profession, par l'Ordre des architectes dans sa représentation nationale et ses structures régionales, ou encore par les associations et les syndicats professionnels. Dans des dynamiques diverses, ces instances visent à se doter de meilleurs outils de connaissance des processus en cours pour dessiner des politiques d'accompagnement du changement en termes de formation, de débat, d'outils mis à la disposition des praticiens, etc. La spécificité de chacune de ces formes d'action collective qui s'alimentent de l'activité de recherche est en soi un objet de recherche intéressant : de quel diagnostic part leur action, quels sont les types de professionnels qui y prennent part, à quel moment de leur trajectoire, quelles sont les modalités de négociation et d'action (avec les pouvoirs publics, les professionnels et institutions partenaires, les clients et le grand public), ...

6. Recherche partenariale et dispositifs hybrides

Recherche-action, recherche-intervention, recherche collaborative, recherche participative, recherche partenariale ou autre, de nombreux dispositifs s'introduisent en France depuis quelques années, tardivement par rapport à des pays comme le Canada, le Québec, les pays du Nord de l'Europe et d'autres (Gillet et Tremblay 2011). En 2008, la Présidence française de l'Union européenne établit les relations entre sciences et société comme l'un des enjeux de la construction de l'Espace européen de la recherche et prononce une forte injonction à la recherche partenariale. Cette injonction repose alors sur une opposition, sans doute un peu caricaturale, entre le modèle descendant d'une science délivrant les connaissances à des publics « non-sachants » via le système éducatif d'une part et le modèle du « dialogue bidirectionnel » reposant sur l'idée que scientifiques et citoyens ont tous leur légitimité pour y intervenir, d'autre part (Jollivet, 2010).

Dans une dynamique d'abord adoptée par les sciences dures dans leurs collaborations avec l'industrie, la recherche sur la fabrication de la ville emprunte depuis quelques années la voie nouvelle et prometteuse de dispositifs hybrides mettant en interaction chercheurs, acteurs publics nationaux ou locaux, professionnels et milieu associatif. On a donc désormais davantage affaire à une « recherche pour et avec » les acteurs de la ville qu'à « une recherche sur » ces derniers (Biau et Evette, 2008). Le programme Popsu (Plate-forme d'observation des projets et des stratégies urbaines) initié par le Ministère de l'Ecologie et du Développement durable, les Picri (Partenariats Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation) lancés en 2005/2006 par la Région Ile-de-France, les doctorats de plus en plus nombreux menés avec des financements CIFRE et divers autres dispositifs nationaux ou locaux renouvellent les liens historiques entre recherche urbaine, commande publique et construction des politiques publiques en enrôlant de nouveaux partenaires.

Il est encore un peu tôt pour saisir toute la complexité des processus de « traduction, d'interactions et d'apprentissage » (Audoux et Gillet, 2015) qui s'imposent aux partenaires de recherche et touchent à leur identité et leur légitimité, à leurs intérêts propres et communs, à la mise en œuvre d'un dispositif ou d'une organisation apte à orchestrer des intérêts, des représentations et des engagements partagés, etc. De même, l'interrogation sur la nature des savoirs produits reste ouverte. Les chercheurs impliqués dans ces dispositifs sont-ils en situation d'élaborer des savoirs dégagés des spécificités

locales et des contextes d'action ? La circulation des experts, les réseaux d'échange d'expérience permettent-ils une réelle montée en généralité ? On se trouve souvent, dans ces dispositifs, et la question de la signature des publications qui peuvent être tirées de ces travaux l'illustre bien, dans un entre-deux entre travail scientifique et travail politique : « Choisir de rendre visibles, de mettre en relation et de faire apparaître des liens, et ceci pour le compte de certains acteurs, c'est retirer des marges de manœuvre à d'autres acteurs, contribuer à fabriquer des asymétries et à rendre impossibles certaines configurations. Il s'agit donc d'un travail politique. » (Callon, 1999 : 76).

Dans la recherche urbaine, les dispositifs partenariaux ont un réel effet d'ouverture de la « boîte noire » de la fabrication de la ville et sont vigoureusement étayés par des intérêts convergents. Les instances de la recherche publique d'Etat y sont appuyées ou remplacées par de nouveaux contributeurs : collectivités territoriales, grands opérateurs ensembliers, entreprises ou fondations privées (Fondation de France, Fondation Palladio, Fondation Leroy-Merlin, ...). Au-delà de la simple question financière, l'apport de ces nouveaux partenaires est multiple. Il permet la co-construction de problématiques enracinées dans l'actualité décisionnelle et professionnelle : la transition écologique, la transition numérique, l'innovation dans les dispositifs créatifs et gestionnaires, etc. Il ouvre aux chercheurs des données nouvelles, par l'accès à des bases statistiques, la possibilité d'observer de nouvelles situations, le contact avec des acteurs généralement peu accessibles. Et il favorise, aussi, des phénomènes de légitimation croisée entre milieux politiques et administratifs, associatifs, professionnels et chercheurs, dans lesquels on peut voir l'émergence d'une « intelligence collective » au cœur d'une « démocratie technique » en devenir (Goux-Baudiment et al., 2001).

Conclusion

Force est de constater que la recherche sur la fabrication de la ville reste largement « dans les coulisses » du monde académique tel qu'il s'est traditionnellement structuré, quand il valorisait la recherche fondamentale, l'autonomie du chercheur face à la définition de ses questionnements et de ses objets et son indépendance dans la diffusion de ses résultats. Dans une recherche tournée très majoritairement sur les pratiques, usages, représentations et manières d'habiter des individus vivant en milieu urbain, les travaux liés à la production et à la gestion de ce milieu urbain dans sa matérialité sont finalement sporadiques, dus à des conjonctions favorables : le courant socio-économique d'inspiration marxiste de la décennie 1970 au moment où la commande publique de recherche urbaine était soutenue ; les programmes de recherche du PUCA des années 1990 au « moment réfléchissant » des milieux professionnels, du fait notamment de la montée de logiques néo-libérales qui questionnaient les modes de faire et les valeurs attachées à l'urbanisme et à l'architecture.

Le tournant des années 2000 engage, depuis quelques années, un appel à la recherche pour nourrir praticiens et décisionnaires de la fabrication de la ville dans leurs analyses et leurs choix mais dans des formes nouvelles. Une dynamique collaborative s'empare à peu près simultanément, pour des raisons différentes, des milieux professionnels et des milieux académiques. Pour les premiers, les bouleversements apportés par la réflexion en termes de développement durable, mais aussi par la montée d'un néo-libéralisme à une échelle mondialisée semblent avoir donné lieu à deux injonctions difficilement conciliables. D'un côté se fait jour une exigence technico-économique liée à la montée de logiques de gestion proches du *New Public Management* et qui se traduit par des logiques de performance, de maîtrise des coûts, de maîtrise des risques etc. ; et de l'autre côté, une exigence de démarches participatives et citoyennes appelle à une remise en cause, ou tout au moins à une utilisation plus souple, des savoirs institués par la formation et par l'expérience (Biau, Fenker et

Macaire, 2013). Deux « appels à compétences », pour reprendre l'expression de Viviane Claude (2006) sont alors adressés aux chercheurs, l'un en termes instrumentaux, l'autre en termes procéduraux. Le premier croise en effet, dans le domaine de l'urbanisme, un mouvement de professionnalisation des personnels politiques et de la maîtrise d'ouvrage et manifeste, à l'égard de la recherche, le souci de trouver les outils, données et notions susceptibles d'alimenter observatoires, tableaux de bord, démarches d'innovation, protocoles d'auto-évaluation, etc. Le second, alimenté notamment par les projets participatifs locaux (appels à manifestation d'intérêt, habitat participatif, interventions artistiques sur les espaces publics, ...) inclut les chercheurs dans les processus qu'ils étudient, aux titres multiples d'observateurs, d'évaluateurs, de passeurs, d'animateurs de collectifs, d'ambassadeurs aussi d'actions alors placées sous le regard « éclairé » du monde intellectuel. Les nouvelles attentes de la recherche partenariale mettent les chercheurs dans un certain inconfort, éthique tout autant que pratique. Ils ont à se forger un nouveau rapport au financement de leur travail, à la définition de la problématique et des méthodes de leur recherche ainsi que, de plus en plus, à une nouvelle organisation collective pour la production des résultats, leur mise à disposition, les statuts et droits des auteurs, ... Mais c'est peut-être le gage d'un nouvel ancrage de leur activité dans une forme visible d'utilité sociale.

Bibliographie

Allégret, J. (1985 a). *Les communaux. Les pratiques architecturales intégrées aux collectivités locales*. Paris, In Extenso n° 6, École d'Architecture Paris-Villemin.

Allégret, J., (1985 b). *Recherche sur les agréables ; caractéristiques et pratiques des maîtres d'œuvre*. Paris, In Extenso.

Audoux, C., et Gillet, A. (2015). *Recherches participatives, collaboratives, recherches-actions: mais de quoi parle-t-on?. Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*, Rennes, Presses de l'EHESP.

Biau, V. (2012). « Une incursion dans les 'coulisses' de la fabrication de la ville », *Cahiers de la Recherche Architecturale, Urbaine et Paysagère* n° 26-27, décembre. 88-96.

Biau, V. et Evette, T. (2008). Activités et métiers de l'architecture et de l'urbanisme ; recherche et dispositifs réflexifs, *Annales de la Recherche Architecturale et Urbaine* n°104. 165-173.

Biau, V. et Tapie, G. éd. (2009). *La fabrication de la ville, métiers et organisations*. Marseille : Parenthèses.

Biau, V., Fenker, M. et Macaire, E. éd. (2013). *L'implication des habitants dans la fabrication de la ville ; métiers et pratiques en question*. Cahier Ramau n°6, Paris : Editions de la Villette.

Blau, J. (1991). The Context and Content of Collaboration: Architecture and Sociology. *Journal of Architectural Education*, Vol. 45, No. 1. 36-40.

- Callon, M. (1999). Ni intellectuel engagé ni intellectuel dégagé : la double stratégie de l'attachement et du détachement. *Sociologie du Travail* n°1, vol. 41. 65-78.
- Campagnac, E. (1992), *Les grands groupes de la construction ; de nouveaux acteurs urbains ?*. Paris : L'Harmattan.
- Chadoin, O., et Claude, V. (2010). Matériaux pour une sociologie de l'architecture. *Espaces et sociétés*, (142), 9-16.
- Champy, F. (2009). *La sociologie des professions*. Paris : PUF.
- Claude, V. (2006). *Faire la ville. Les métiers de l'urbanisme au XXe siècle*. Marseille : Parenthèses.
- Cohen, C. et Devisme, L. (2018). *Les activités et métiers de l'architecture et de l'urbanisme au miroir des formations*. Cahier Ramau 9. Paris : Editions de la Villette.
- Genard, J.-L. (2009). *Architecture et réflexivité*. Cahiers de La Cambre n°6.
- Gillet, A. et Tremblay D.-G. (2011). « Pratiques, analyses et enjeux de la recherche partenariale. Une introduction », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 43, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://interventionseconomiques.revues.org/1345>
- Goux-Baudiment, F., Heurgon, E., Landrieu, J. (2001). *Expertise, débat public: vers une intelligence collective*. Cerisy : Edition de l'Aube.
- Grafmeyer, Y. (2012). « La sociologie urbaine dans le contexte français », *Sociologies* [En ligne]. URL : <http://sociologies.revues.org/4179>
- Jollivet, M. (2010). « L'avenir de la science est-il dans la « société civile » ? », *Natures Sciences Sociétés* 2010/4 (Vol. 18), p. 434-440.
- Jones, P. (2011). *Sociology of Architecture; Constructing Identities*. Liverpool University Press.
- Lorrain, D. (1992). Le modèle ensemblier en France dans Campagnac (éd.), *Les grands groupes de la construction ; de nouveaux acteurs urbains ?* Paris : L'Harmattan. 71-82.
- Lorrain, D. (1995). La grande entreprise urbaine et l'action publique. *Sociologie du travail*, vol. 37 n°2. 199-220.
- Lorrain, D., Campagnac, É., Bezançon, X., et al. (2002). Grands groupes privés et action publique. *Entreprises et histoire*, n° 3. 153-162.
- Pinson, D. (1996). Dans l'architecture, des gens ... : ou les enjeux d'une pensée ethno-architecturale des espaces construits dans Bauhain éd., *Logiques sociales et architecture*. Paris : éditions de La Villette. 19-32.
- Topalov, C. (2013). « Trente ans de sociologie urbaine. Un point de vue français », *Métropolitiques*, 16 octobre 2013. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Trente-ans-de-sociologie-urbaine.html>

Résumé :

La recherche sur les acteurs de la fabrication de la ville : coulisses et dévoilements

Au sein de la recherche urbaine, l'analyse des acteurs et processus de fabrication de la ville a une présence et une visibilité intermittentes. Après la vague de travaux d'inspiration marxiste sur la production de la ville capitaliste, circonscrite à la décennie 1970, puis la rencontre au cours des années 1990 des politiques incitatives du Plan Urbanisme Construction et Architecture et d'une recherche architecturale et urbaine en plein essor, notamment autour des questions posées par l'inflexion néo-libérale des projets architecturaux et urbains, on a pu pronostiquer la disparition de ce volet de questionnement. L'article rassemble les indices d'une récente réouverture du champ scientifique de la fabrication de la ville, largement selon les modalités de la recherche partenariale, sous le double aspect d'une commande instrumentale, - sur les questions énergétiques et environnementales, par exemple -, et d'une commande procédurale, sur les démarches participatives, notamment.

Mots-clés : recherche partenariale ; fabrication de la ville ; architectes ; politiques de recherche

Summary:

Research on the actors of the manufacturing of the city: backstage and unveilings

In urban research, the analysis of actors and manufacturing processes in the city has an intermittent presence and visibility. After the wave of Marxist-inspired works on the production of the capitalist city, circumscribed in the 1970s, then the conjunction in the 1990s of the incentive policies of the *Plan Urbanisme Construction et Architecture* and of a developing world of architectural and urbanistic research, especially because of the questions raised by the neo-liberal urban policies, it was possible to predict the disappearance of this field. The article brings together the indications of a recent reopening of the scientific field of the city's manufacturing, largely based on partnership research, under the dual aspect of an instrumental command, - on energy and environmental issues, for example - and procedural control, on participatory approaches, in particular.

Keywords: partnership research; manufacturing of the city ; architects ; research policies